

Société

8 structures qui œuvrent au quotidien dans les 9 bidonvilles interpellent dans une lettre ouverte le maire Philippe Saurel.

Elles dénoncent un « discours stigmatisant » qui « casse le lien social » et le refus de la municipalité d'accompagner le travail associatif qui « porte ses fruits ».

MONTPELLIER

« Vous ne semblez voir en eux qu'une gêne et ne vous inquiétez nullement de leur accès à l'eau, à l'alimentation, à l'hygiène, au logement, à l'éducation ou au travail ». C'est peut-être que les associations d'aide à l'insertion qui œuvrent au quotidien dans les campements de Roms n'ont pas apprécié le courrier que Philippe Saurel a adressé au ministre de l'Intérieur.

« Adaptés » par la position exprimée dans cette lettre par le maire de Montpellier qui réclame notamment des moyens policiers supplémentaires pour la Ville, il associations* viennent d'adresser une lettre ouverte à l'édile montpellierain dans laquelle elles déplorent une « politique de l'autruche » de la municipalité vis-à-vis des Roms. « Depuis deux ans on inonde la mairie de mails et nous n'avons obtenu aucun rendez-vous. C'est simple : depuis qu'Élaine Mendroux est partie, il ne se passe plus rien », déplore Catherine Vassaux, la directrice d'Arco, qui regrette notamment



Des familles Roms lors d'une manifestation il y a quelques années. PHOTODISC

le travail social » mené sur le terrain par les bénévoles et les salariés des structures d'insertion. Un travail de terrain pour la scolarisation des enfants Roms, la couverture santé, la recherche d'emploi ou de logement qui semble porter ses fruits.

10% d'accès au logement, 40% d'insertion professionnelle

Mis en place il y a deux ans, le programme d'accompagnement a déjà permis à 10% des ménages d'accéder au logement et à 68 ménages, soit 40% des personnes accompagnées de s'insérer professionnellement. « Nous allons être cités dans le

tués aux abords de Montpellier (700 personnes) mais il en existe aussi dans le Bierrois (Curs, Vendres) et à Sète (rue Martely) où le maire LR François Comarès n'est aux abonnés absents aux dires de l'Arctel migrants et de la Cimade.

A Montpellier, la volonté du maire de voir expulsés au plus vite les Roms du terrain municipal de Cellanove ne passe pas chez les associatifs. « Même les services de l'État ont fini par comprendre qu'il ne suffisait pas d'expulser les gens pour qu'ils disparaissent », tacle Catherine Vassaux. Laquelle précise que « l'appel d'air » que constituent les poli-